

## **Les forêts congolaises sont-elles devenues un cadavre puant où tous les charognards du monde viennent se ressourcer ?**



### **RDC : Des ONG demandent aux bailleurs de couper le financement destiné à la protection des forêts**

Cinquante ONG congolaises et internationales alertent la Communauté internationale sur la protection des forêts tropicales congolaises après l'annonce du ministère congolais en charge de l'Environnement de lever le moratoire légal sur des concessions forestières à grande échelle qui est vieux de 16 ans, selon les autorités. Ces organisations demandent à la communauté internationale de couper leurs financements destinés à la protection des forêts congolaises.

La demande des ONG de protection à la communauté internationale de couper tout financement alloué au gouvernement congolais pour la protection des forêts intervient après plusieurs sonnettes d'alarme contre la levée de moratoire des concessions forestières à grande échelle en République démocratique du Congo.

Ces organisations parmi lesquelles l'on compte Greenpeace, Global Witness et Rainforest Foundation UK expliquent, dans un communiqué, que la démarche du gouvernement congolais est « non-transparent » alors que la mesure toucherait près de 75 millions d'hectares.

«Les ONG ont appelé les pays donateurs à suspendre immédiatement leur financement au gouvernement de la RDC pour le secteur forestier et la conservation des forêts jusqu'à ce que le processus non-transparent et non-inclusif de révision du Code forestier soit stoppé et un engagement clair à ne pas envisager la levée du moratoire jusqu'à ce que le gouvernement puisse garantir de manière crédible la légalité et la bonne gouvernance de l'exploitation forestière à grande échelle », indique le communiqué.

Parmi les bailleurs principaux, les ONG ont saisi notamment la Norvège, le Royaume-Uni, la France, les États-Unis, l'Allemagne ainsi que la Banque mondiale afin d'éviter «des impacts environnementaux, socio-climatiques et catastrophiques » qui favoriseraient la «corruption ».

Le ministère de l'Environnement de la RDC a déclaré la semaine dernière que des plans étaient en cours pour lever le moratoire vieux de 16 ans sur l'attribution de nouvelles concessions d'exploitation forestière dans la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. Simultanément, une révision du Code forestier congolais, tacitement en cours et s'effectuant sans la participation des principales parties prenantes, telles que des ONG, est déjà à un stade avancé et prévoirait l'affaiblissement du contrôle sur les futures activités d'exploitation forestière à grande échelle.

Willy Akonda Lomanga

**ACTUALITE.CD**